

LA FORMATION PROFESSIONNELLE, un enjeu démocratique et un enjeu de débat syndical ?

Quel lien avec la centralité du travail ?

Par Yves Baunay.

Ce jeudi 11 mars 2021, le centre de formation de la FSU me demande d'animer un stage de formation de syndicalistes.

Je dois explorer ma mémoire syndicale pour apporter des éclairages sur les débats actuels, syndicaux et intersyndicaux, dans le champ de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Comment introduire ce débat avec des syndicalistes très expérimentés, à partir de mon expérience syndicale passée ?

Je vais tenter d'introduire cette problématique des enjeux éducatifs émancipateurs de la formation professionnelle, en tirant le fil rouge de l'activité de travail d'une personne qui engage tout son corps dans une situation réelle de travail.

Entrer dans l'activité réelle du travail

Voilà un domaine de l'activité humaine, la formation, où se construisent en permanence des ponts entre le système éducatif et le système de production des biens et des services. La formation sera ainsi définie comme la préparation à affronter une situation réelle de travail, en partie inanticipable, ce que j'appelle : travailler en compétence, avec ce que cela implique en terme de créativité. Cette démarche implique d'apprendre à explorer l'activité de travail dans toutes ses dimensions objectives et subjectives.

Dans une perspective de rapprochement programmé mais toujours problématique, entre la FSU et la CGT, il y a là une bonne matière à travailler syndicalement ensemble, pour articuler en termes de revendications syndicales partagées, la formation et l'agir en compétence au travail, dans une perspective émancipatrice. Du beau travail de recherche en perspective au sein de groupes de rencontre du travail réunissant des syndicalistes, des travailleurs-euses, des chercheurs. Ce travail pourrait se prolonger au sein des CPC (commissions professionnelles consultatives) où se définissent les diplômes professionnels et leurs contenus.

Mon parcours professionnel de professeur dans les lycées techniques et des STS (sections de techniciens supérieurs) après être sorti de l'ENSET (École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique), et mon parcours syndical m'ont ouvert des pistes de réflexion, dans ce sens. . Ça n'est sans doute pas un hasard si parmi mes responsabilités syndicales je me suis fait attribuer ce dossier passionnant, mais considéré comme un peu marginal ou périphérique.

L'activité de ma fédération syndicale (la FEN puis la FSU), où j'ai longtemps milité, était d'abord intéressée par les questions éducatives et pédagogiques générales et par leurs enjeux d'émancipation et de démocratisation dans l'accès à l'éducation. L'Éducation avec un grand E ne se confondait pas avec des formations spécialisées, comme le sont des préparations à un métier. C'était même considéré comme antinomique ! Dans tout mon parcours de vie, ma vie objective et subjective, en tant qu'élève, étudiant, enseignant, militant, et même retraité à l'Institut de recherche de la FSU, je me suis toujours retrouvé à la croisée de ces enjeux éducatifs, en lien avec le travail et ses aspects sociaux, économiques, avec tous les débats de normes et de valeurs qui les irriguent. Vers quelles études me diriger ? En serai-je capable ? Avec quel plaisir à la clé ? Vers quel travail cela me conduira ?

Un monde de normes et de valeurs qui s'entrechoquent

Mais comment aborder ces problématiques avec un public de syndicalistes déjà très expérimentés, très avertis, très compétents, très engagés dans des combats syndicaux, dans des combats de normes et de valeurs tournés vers l'émancipation. Et qui sont peu familiarisés avec les explorations de l'activité de travail et ses potentialités syndicales et politiques. Je cherche dans ma mémoire syndicale, la façon dont j'ai réagi dans mon activité professionnelle, dans mon activité syndicale, dans mon activité de recherche... En cheminant dans le dédale de toutes mes activités passées, je cherche comment j'ai été amené à faire des choix compliqués dans mon agir syndical, mon agir politique et démocratique. Des choix en lien avec la formation professionnelle dans ses rapports avec le travail et sa dimension émancipatrice.

Et là, je commence à voir émerger une difficulté. Dans mes réflexions je suis inspiré par ma posture

ergologique : une posture acquise récemment et qui me rend très sensible à tout ce qui se trame dans l'activité de travail. J'ai appris à être très à l'écoute des récits d'activité que me livrent tous et toutes ces « Etonnant.e.s travailleur.euse.s », lorsque je les interroge sur leur travail réel, lorsqu'ils ou elles me confient les récits de leurs activités de travail ou autres. Je les écoute avec bienveillance et curiosité. Je sais aussi d'expérience que le public de syndicalistes très expérimentés à qui je m'adresse, n'a pas pour habitude d'affronter les enjeux éducatifs et sociaux à partir des problématiques de l'activité, à partir de l'écoute attentive des récits d'activité de leurs pairs. Ces syndicalistes n'ont pas été formés à l'exploration de l'activité professionnelle des personnels qu'ils représentent et dont ils et elles défendent les intérêts. Ils-elles sont attentifs aux conditions de travail et d'emploi, à la reconnaissance matérielle du travail. Ils et elles travaillent tout cela avec beaucoup de compétences et de passion. Le travail réel avec ses dimensions subjectives et ses potentialités revendicatives et mobilisatrices sont peu mobilisés dans l'agir syndical (ou politique et démocratique). Le travail réel des agents reste un angle mort pour l'essentiel dans l'activité syndicale organisée. Il est loin d'être central dans le fonctionnement institué par l'organisation syndicale dans son ensemble. On parle volontiers « métier », plus rarement travail réel. Je dois donc chercher un stratagème pour affronter positivement cette situation qui peut être source de malentendus, pour obtenir malgré tout une écoute attentive et compréhensive de mon public ; pour que mon intervention fasse sens et que les « écoutant.e.s » deviennent les auteurs et autrices de leur propre formation, à partir de leur propre réflexion et expérience. Car tel est mon projet véritable, au-delà de la prescription qui m'a été adressée. Dans ce contexte, dans la dramatique d'action en situation réelle qui m'agite, j'ai l'idée de faire intervenir un autre militant syndicaliste, avec qui j'ai partagé une expérience syndicale réelle, où tous les enjeux que j'aspire à mettre en débat se trouvent concentrés.

Explorer une situation réelle singulière de travail syndical

Michel Mary est un professeur du technique, en « génie des procédés ». Dans son activité pédagogique, il croise des savoirs théoriques en physique-chimie et des savoirs d'expérience, des savoirs faire d'action, dans le domaine des processus industriels de fabrication de produits. Il est en même temps un syndicaliste actif dans le bassin de formation et de travail productif, industriel surtout, du département du Nord : le Valenciennois. (cf. son texte)

Nous avons partagé une expérience locale que nous avons animée, dans les années 1980. La gauche était alors au pouvoir.

La région Nord Pas de Calais animée par des dirigeants politiques de gauche (socialistes en premier et communistes) entreprend d'élaborer « démocratiquement » un plan régional de développement de la formation professionnelle (PRDFP), en lien avec le développement économique anticipé et souhaité. Dans chaque bassin d'emploi sont réunies les forces économiques, sociales, éducatives... pour faire le diagnostic de la situation et anticiper « le monde d'après ». La crise industrielle ravage la région, détruit le tissu de vie en commun de la population locale. Une population qui a déjà affronté les affres de la destruction et de la reconstruction consécutives à deux guerres mondiales d'une violence ravageuse inouïe, au cours du même siècle. La situation de crise que nous affrontons alors dans les années 80 me font penser à des photos de villes en ruines à la suite de bombardements, pendant la 1ère et 2e guerre.

Michel avec le SNES sont mobilisés avec les enseignants, les militants, pour construire des propositions avec les autres forces locales : confédérations syndicales ouvrières (CGT et CFDT) organisations de parents d'élèves, tissus associatif... Ils élaborent et font des propositions, à partir de leur activité, dans le champ de l'éducation, de l'enseignement technique, de l'enseignement professionnel, de la formation professionnelle initiale et continue...

Les militants syndicaux et le mouvement syndical dans son ensemble, se retrouvent à la croisée des chemins, sur ce territoire réel, singulier, dans ce milieu social, économique, éducatif... Comment la formation professionnelle et l'enseignement technique peuvent-ils contribuer à reconstruire et à développer le tissu éducatif, économique et social, dans une perspective émancipatrice pour toutes et tous ? Ils affrontent très concrètement, à partir du réel d'un environnement à transformer, des enjeux sociaux et politiques cruciaux et imbriqués.

En premier lieu se présentent les enjeux éducatifs et de formation professionnelle : c'est la conception même de l'éducation qui est en débat : ses valeurs les plus fondamentales.

La démocratisation de l'accès à l'éducation pour toute la classe d'âge, dans ce bassin, devient une question concrète : ce sont les enfants, garçons et filles, de la classe ouvrière qui frappent à la porte de l'éducation et de la formation, pour y trouver une place, toute leur place, alors qu'ils et elles en sont largement et précocement exclus.

Passer du slogan général à son incarnation

« Former l'homme (et la femme), le travailleur (et la travailleuse), le citoyen (et la citoyenne) » ça n'est plus le slogan abstrait repris par le plan Langevin Wallon, qui d'ailleurs n'a jamais été réalisé. Il faut l'incarner aujourd'hui dans une conception émancipatrice de l'éducation et de la formation, avec des moyens réels, notamment des lycées, avec des enseignants et des personnels qui puissent développer toute leur créativité, leur inventivité dans un travail de formation professionnelle et d'enseignement des techniques de productions à développer, à créer, à réaliser. Pas question, dans cette situation singulière, d'aligner des slogans creux. Il faut analyser ensemble la situation réelle, explorer les attentes des citoyen.ne.s, celles du monde du travail comme celles de l'éducation et de la formation. Dans les débats, à l'initiative des militants du secteur technique du SNES, l'idée et la proposition d'un nouveau lycée à concevoir de toute pièce commence à émerger. Car c'est toute la classe d'âge qui aspire à la poursuite des études jusqu'au niveau bac et au-delà, quelle que soit l'origine sociale. Les 80% au niveau bac, la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, une formation professionnelle reconnue pour tous avant la sortie du système éducatif... ces nouvelles normes et valeurs portées par les syndicalistes du SNES et d'autres forces, deviennent des utopies concrètes dans ce bassin de vie très populaire. Les enjeux éducatifs se doublent alors d'enjeux d'égalité sociale, de lutte contre les discriminations de classe sociale, de sexe, d'origine culturelle... Ces enjeux sont-ils contradictoires ? Tout dépend des solutions proposées.

Le débat se noue autour d'une controverse : faut-il un « lycée de remédiation » proposé par des militants de la CFDT ou un lycée technique et professionnel basé sur les techniques de la physique, de la biochimie, des techniques de laboratoire... ?

Combattre les préjugés culturels

Très vite ce débat en appelle un autre, avec d'autres enjeux à la clé, d'autres valeurs en perspective. L'enseignement technique comme l'enseignement professionnel sont soumis en permanence à l'épreuve de la preuve. Les disciplines comme la philosophie, l'histoire, les mathématiques, les langues, les sciences... n'ont pas à faire la preuve qu'elles contribuent tout naturellement à l'émancipation des garçons et des filles qui les pratiquent. Et toutes et tous sont capables et ont droit d'accéder à ces activités culturelles et éducatives. Pour les filles comme pour les enfants de la classe ouvrière ou de la classe paysanne dont je suis issu, cette norme est le résultat d'un combat historique, dont mon corps porte encore les traces indélébiles. Michel et les enseignant.e.s du technique sont dans la même situation.

Mais qu'en est-il des disciplines travaillant les savoirs théoriques et pratiques liées au monde du travail productif, des métiers de l'activité industrielle ? Elles ont à faire constamment la preuve qu'elles peuvent être émancipatrices, productives de culture, pour les garçons comme pour les filles, pour les citoyen.ne.s. Sortir ces disciplines et ces savoirs des préjugés culturels est aussi un combat très concret.

Dans mon parcours professionnel et syndical, comme dans celui de Michel, nous avons fait l'expérience que ces préjugés étaient aussi des préjugés de classe, liés directement au travail et au statut d'exploitation de ce travail, vital pour le capitalisme, et son développement. Là les enjeux éducatifs, sociaux, culturels...

s'articulent avec le déni du travail humain comme activité humaine, potentiellement émancipatrice, et pas simple ressource économique. Les savoirs techniques et professionnels ne sont pas a priori dans cette perspective économique considérés comme des vecteurs d'émancipation et de culture à cause de leur proximité avec l'emploi et le travail exploité. Leur proximité avec « l'activité industrielle » marque ces savoirs et la culture technique au fer rouge. Cette activité de travail, du fait des préjugés ambiants, ne peut déborder la vision de simple exécution, dans un système capitaliste marqué par les rapports d'exploitation et de domination de l'activité de travail (et pas seulement de la force de travail). Ces préjugés et ces modèles culturels ont encore la vie dure, y compris dans nos rangs. Mais comment les faire reculer ?

La représentation encore trop répandue mais heureusement en débat et en combat, de la culture technique et ses potentialités émancipatrices (pour l'être humain citoyen et travailleur) est en liaison directe, selon moi, avec la représentation du travail humain avec sa dimension émancipatrice. Ces deux combats sont

intimement liés, mais encore trop peu discutés dans nos milieux syndicaux. Derrière ces représentations se profilent d'autres débats et combats d'une dimension anthropologique. Qu'est-ce qui se trame dans le corps (le corps soi comme on dit en ergologie) d'un être humain engagé dans une activité de travail quelle qu'elle soit ? Comment agit, face à toute situation ordinaire de travail, un corps sensible, biologique, physique, intelligent, psychologique, psychique ? Quels débats de normes et de valeurs se déploient dans le creuset du corps soi d'un travailleur et d'une travailleuse dans son travail ? Que signifie « agir en compétence », maîtriser son travail pour s'y épanouir en temps qu' être humain au travail ? Ces représentations inspirées de l'ergologie ne sont toujours pas vraiment intégrées au travail syndical. C'est paradoxal, mais dramatique, pour les travailleurs-euses, et le syndicalisme.

Un autre continent à explorer pour nous, syndicalistes

Cela nous conduit à nous interroger sur ce que signifie former un futur travailleur, et une future travailleuse (en même temps être humain d'activité et citoyen-ne, auteur-e de son agir politique et démocratique) ? C'est un débat engagé et refoulé en même temps, depuis plus d'un demi-siècle, par des chercheurs et chercheuses en ergodisciplines (les recherches menées avec des syndicalistes et des salariés sur le travail, constituent un patrimoine syndical précieux). Ces recherches, notamment en ergologie, nous aident à transformer notre regard sur le travail et l'activité. Elles me semblent aujourd'hui indispensables pour penser et réaliser une éducation, une formation professionnelle où les formés soient les auteurs de leur propre formation, avec l'aide cruciale des éducateurs et formateurs.

Nous entrons là dans un autre continent à explorer d'urgence : celui de l'activité humaine !

Et pour nous syndicalistes, il y a des résistances à cette entrée dans l'activité de travail, le travail réel, le travail vivant dans toutes ses dimensions. Y compris ses dimensions productives de savoirs et de valeurs. C'est crucial pour réorienter les stratégies syndicales d'élaboration revendicative, de mobilisations et d'actions. Et c'est un sacré boulot syndical qui nous fait légitimement hésiter ! Ces espaces d'activité syndicale, de débats et de recherches sur le travail pourraient être utilisés dans le domaine particulier des liens à explorer pour l'agir syndical dans le domaine de la formation professionnelle, des enseignements techniques, dans une perspective émancipatrice. Il faudrait développer la formation syndicale à l'analyse du travail, pour développer des débats syndicaux féconds.

C'est en cela que l'expérience d'élaboration des plans régionaux de développement de la formation professionnelle est toujours d'actualité. Elle nous montre le chemin d'un travail syndical coopératif entre la FSU et les confédérations pour lier ensemble la formation professionnelle dans sa dimension émancipatrice, et le travail humain ordinaire dans sa dimension anthropologique (humaine), épistémologique (en lien avec les savoirs), axiologique (les valeurs) et donc politique. Et cela nous conduit inmanquablement à concevoir et à réaliser autrement notre travail syndical, un travail d'élaboration démocratique permanente des normes et valeurs syndicales, à partir du travail réel. Telle est la leçon que je tire de l'expérience de deux décennies du chantier travail, et d'autres chantiers : Travail et Démocratie, Travail et Politique... Une leçon d'une actualité toujours brûlante !

Yves Baunay

Formation professionnelle un enjeu démocratique (suite)

Réflexions sur l'action du SNES dans les années 80-90 au niveau d'un bassin d'emploi celui de Valenciennes

Par Michel Mary.

Ce bassin a été terriblement éprouvé par la disparition des deux industries qui fournissaient et alimentaient l'essentiel de son activité : la mine et la sidérurgie, dans les années 1982-84

Bien entendu l'action revendicative pour s'opposer aux fermetures a été largement partagée par l'ensemble des sections syndicales SNES en liaison avec les fédérations ouvrières en particulier avec la CGT. Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais a initié dans les années suivantes une réflexion intéressante au niveau de chaque bassin d'emploi formation, afin d'établir un schéma régional de développement des formations, avec les organisations intéressées.

Pour le bassin de Valenciennes les sections du SNES des 9 lycées présents dans le bassin élaborèrent des propositions de développement de chacun d'entre eux.

Concernant les lycées techniques, au nombre de 4 sur le bassin, où existaient des formations techniques propres à répondre aux besoins pédagogiques, à ceux de formation permettant l'accès au niveau baccalauréat des jeunes de plus en plus nombreux, et à la nécessaire ré-industrialisation au niveau du Bassin et aussi des bassins voisins la Sambre en particulier, cette démarche a été menée pratiquement sans apport des confédérations ouvrières. Elles faisaient confiance aux syndicats enseignants.

Nos propositions au niveau du Valenciennois s'inscrivaient dans l'obligation de répondre à l'augmentation de la scolarisation liée au 80 % d'une classe d'âge au niveau Bac.

La création d'un nouveau lycée s'est imposée

Afin d'élever le niveau de qualification des jeunes dans les domaines techniques ces propositions élaborées par l'ensemble des sections SNES des 4 lycées techniques se sont inscrites dans une volonté de renforcer les sections existantes (métallurgie transport Micro mécanique électro-technique chaudronnerie) Ces formations restaient et restent porteuses d'emplois et de qualifications en prise avec les activités locales comme le prouve la situation actuelle du bassin avec l'automobile le ferroviaire et la métallurgie.

Nous avons proposé que le lycée qui devait être créé ne soit pas un établissement de remédiation de l'échec scolaire, mais partant des possibilités de développement dispose d'une structure originale en formant aux activités de laboratoire et de production dans les domaines chimique physique biochimique et biologique. Des domaines porteurs d'activités nouvelles en développement.

Nous sommes à l'époque du projet du SNES d'une école progressive de la réussite pour tous et ce projet s'inscrit bien dans une démarche d'ambition pour tous les jeunes, ici souvent issus de la classe ouvrière.

Le combat ne fut pas simple mais il a permis pratiquement que près de 200 jeunes soient formés chaque année dans ces disciplines et de répondre aux besoins d'emplois, mais surtout permettent l'implantation d'entreprises qui ont su utiliser ces qualifications : un exemple est celui de l'implantation d'une unité pharmaceutique du groupe GSK .

Cette action des sections SNES repose sur un travail syndical collectif local, liant formation emploi et qualification, et refusant la mise en place de dispositifs adaptatifs de formations à l'emploi

Nous en avons été largement l'acteur principal. Le travail avec les Confédérations ouvrières et les syndicats de la formation professionnelle qui étaient comme nous à la FEN, n'a pas été évident en termes de propositions.

Les Confédérations, essentiellement la CGT qui devait faire face à la crise liée aux destruction d'emplois, considéraient que notre démarche n'était sans doute pas prioritaire..

Ce fut également le cas avec la Fédération CGT de la chimie au niveau régional où nous avons tenté d'établir une coopération autour d'une démarche revendicative commune liant formation initiale et continue, création d'emplois qualifications des travailleurs et des jeunes .C'est pour moi le véritable problème des relations entre notre organisation syndicale enseignante et la CGT et c'est incontestablement un regret qui me marque .

C'est de cette mise en synergie de nos réflexions et revendications que nos organisations gagneront en efficacité .Il faudrait articuler ensemble problématiques éducatives et problématiques du travail comme activité, dans une perspective émancipatrice.

Une note un peu plus personnelle en annexe

De formation initiale, je suis certifié de physique chimie, avec cette approche universitaire où la loi, l'équation et la formule prétendent régir le réel étudié ; l'expérience épurée permettant ensuite de vérifier le bien-fondé de la théorie. Mais jamais la démarche inverse !

Ayant choisi le technique et enseignant en section chimiste, et en particulier en génie des procédés, j'ai constaté que les activités d'analyse de production et de fabrication permettent aux élèves et étudiants de

s'affirmer, de prendre confiance et d'acquérir les savoirs scientifiques par l'expérience, alors qu'un enseignement théorique souvent mathématisé à l'excès les aurait démobilisés
Cela a joué dans mon engagement syndical pour la défense et la promotion des enseignements technologiques, aussi émancipateurs que les autres. L'objectif est d'amener les apprenants à penser par eux-mêmes !

Michel Mary